L'aménagement urbain au Vietnam, vecteur d'un autoritarisme négocié

Marie Gibert, docteure en géographie, Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne - UMR PRODIG.

Juliette Segard, docteure en géographie, Université Paris Ouest Nanterre la Défense Laboratoire Mosaïques – UMR LAVUE.

Résumé

La République Socialiste du Vietnam est l'un des derniers bastions du communisme d'État, avec un Parti unique. Le champ de l'aménagement révèle cependant des jeux d'acteurs de plus en plus complexes et l'agrégation de nouvelles coalitions de croissance, qui interrogent les choix politiques opérés par les pouvoirs publics du pays et les grandes orientations de développement. Si le caractère autoritaire du régime vietnamien constitue indéniablement une clef de compréhension de l'organisation socio-spatiale des villes du pays, nous souhaitons à l'inverse montrer en quoi les modalités contemporaines d'aménagement de ces villes participent aujourd'hui à l'évolution du régime autoritaire vietnamien, vers un « autoritarisme négocié ». À l'occasion de la mise en œuvre de nouveaux projets urbains ré-émergent les débats autour des catégories du juste et de l'injuste, du bien commun et de l'intérêt privé, du collectif et de l'individuel. Ces valeurs sont convoquées aussi bien par les représentants de l'État que par les citoyens, qui tâchent ainsi de négocier leur participation à la prise de décision et leur accès aux richesses produites. Il s'agit alors d'interroger ici les processus itératifs entre autoritarisme politique et production de la ville dans le Vietnam contemporain.

Mots clefs

Vietnam, aménagement urbain, conflits fonciers, négociations, politiques du quotidien

Introduction

La République Socialiste du Vietnam est l'un des derniers bastions du communisme d'État, avec un Parti unique, artisan de la libéralisation économique en cours, mais toujours détenteur exclusif du pouvoir politique. Depuis les réformes du Renouveau (*Đổi Mới*) de 1986, les institutions internationales, telles que la Banque Mondiale, ont érigé le pays en modèle d'une transition économique « réussie », du collectivisme vers l'économie de marché (Word Bank 1996). En dépit de cette image positive, le pays est classé 174e sur 180 pour la liberté de la presse par Reporters Sans Frontières en 2014 et 116e sur 177 selon l'index de perception de la corruption établi par Transparency International en 2013, tout en restant régulièrement dénoncé pour les arrestations de dissidents politiques ou bloggers critiques[1]. L'État-Parti vietnamien souscrit toujours au modèle d'organisation politique du « centralisme démocratique » : il mobilise et contrôle les populations à travers ses organisations de masse, qui encadrent encore près des 3/4 de la population (Norlund 2007). Le régime maintient son pouvoir à travers un ensemble de structures politiques socialistes, qui quadrillent le territoire à une échelle très fine et assurent au pouvoir central des relais à chaque échelon de la nation.

En se fondant sur des observations de terrain récentes et prolongées au Vietnam[2], cet article entend proposer une réflexion sur le fonctionnement quotidien d'un régime autoritaire, dont l'insertion dans les circuits de la mondialisation est porteuse de recompositions multiples, parfois vécues comme injustes par la population. L'État-Parti vietnamien justifie son autoritarisme par une approche développementaliste, le volontarisme de ses ambitions et de ses plans, et par la conviction – partagée par de nombreuses élites – de son rôle d'avant-garde et de guide dans la modernisation et l'entreprise de « civilisation » du pays (Woodside 1998). L'observation des processus itératifs entre l'État et la société permet cependant de nuancer ce positionnement paternaliste et de souligner l'hybridation des formes de gouvernement dans l'exercice du pouvoir (McGee 2009).

1 L'ONG Human Rights Watch comptabilise de 150 à 200 prisonniers politiques toujours détenus en 2014 et souligne l'augmentation constante de ces arrestations et des jugements qui leur font suite depuis l'année 2012, sous des motifs d'abus des droits démocratiques contre les intérêts de l'État, tel qu'autorisé par l'article 258 du code pénal (HWR Report 2014).

2 Cet article est le prolongement et la mise en dialogue de deux recherches doctorales, conduites entre 2008 et 2014 : *Les ruelles de Hồ Chí Minh Ville (Vietnam). Trame viaire et recomposition des espaces publics* (Gibert 2014) et *Du rural à l'urbain dans la périphérie de Hà Nội. Villages de métier, pouvoir et territoire* (Segard 2014). Fondées sur l'étude de six sous-districts de Hồ Chí Minh Ville et de trois villages de métier du périurbain du delta du Fleuve Rouge, ces recherches ont donné lieu à 250 entretiens, avec des citoyens et auprès des pouvoirs publics.

La terminologie récemment mobilisée par les observateurs de la vie politique au Vietnam traduit bien le caractère hybride du régime, caractérisé de « accommodating state » (Koh 2006), « 'mass regarding' or 'quasi democratic' » (Womack, cité par Koh 2006), « infrastructural power-state » (McCormick 1998), « post-socialist authoritarian regime » (Hewinson, cité par Wells-Dang 2010), ou encore de « authoritarian pluralism, consultative authoritarianism or illiberal democracy» (Wells-Dang 2010). Ces recherches récentes proposent une vision renouvelée de l'État vietnamien en soulignant les influences exogènes – des bailleurs de fonds ou des États étrangers –, comme les tensions internes au Parti et ses différents courants, l'impact des velléités provinciales d'autonomisation, ou encore les pressions de la société vietnamienne, dans ses composantes rurales comme urbaines, qui tendent à « assouplir » le régime.
Choisissant de porter le regard sur la capacité des citoyens – et des échelons intermédiaires de gestion – à interagir avec les dirigeants de ce régime fort pour le faire évoluer, nous proposons ici de développer l'idée d'un « autoritarisme négocié », devant permettre de compléter les outils d'analyse pluridisciplinaires récemment mobilisés pour appréhender les leviers de représentation des populations en contexte autoritaire (Bayart 1991, Bayat 2000, Chatterjee 2004, Hilgers et Mazzoechetti 2010, Hibou 2011). L'État-Parti vietnamien n'est pas un bloc monolithique. Il se caractérise par sa flexibilité, ses cooptations et par l'intégration progressive de différents éléments de tension qui pourraient menacer sa stabilité. Le régime gère les bouleversements et les crises par des réponses plurielles et éminemment pragmatiques, entre prise en compte des divergences et limitation de leur expression (Kerkvliet 2001). Décliné au niveau local, ce fonctionnement « makes the party-state more accommodating to people at that level without challenging the structural or institutional dominance by the party-state » (Koh 2006, p.5). Le choix d'une échelle d'analyse locale et quotidienne permet de nuancer la vision surplombante de l'État-Parti vietnamien et d'étudier les rouages de l'exercice du pouvoir et ses modalités de négociation. Ce pragmatisme dans l'exercice du pouvoir et de la domination est ancien (Papin, 1997, Gironde 2001, Pandolfi 2001, Cerise 2004) mais se trouve renforcé par les effets du Đổi Mới, et plus généralement de l'ouverture économique et de l'internationalisation du pays (Gainsborough 2010). Cet article propose ainsi de compléter ces analyses socio-politiques par une approche spatiale du fonctionnement du régime autoritaire vietnamien, en prenant la ville vietnamienne en mutation comme objet d'étude.
Si le caractère autoritaire du régime vietnamien constitue indéniablement une clef de

compréhension de l'organisation socio-spatiale des villes du pays, nous souhaitons à l'inverse montrer en quoi les modalités contemporaines d'aménagement de ces villes – et les temps de négociations et de confrontations qu'elles impliquent à l'échelle locale des quartiers – participent aujourd'hui à l'évolution du régime autoritaire vietnamien, vers un « autoritarisme négocié ». Il s'agit alors d'interroger les processus itératifs entre autoritarisme politique et production de la ville dans le contexte vietnamien.

Tandis que les villes héritées se recomposent et se « métropolisent », les espaces périurbains sont progressivement « colonisés » à la fois par les formes et les acteurs urbains, d'un point de vue administratif comme matériel. Le champ de l'aménagement révèle des jeux d'acteurs complexes et l'agrégation de nouvelles coalitions de croissance, venant interroger les choix politiques opérés par les pouvoirs publics, les grandes orientations de développement et leurs modalités de mises en œuvre. Les mutations accélérées des espaces urbains et périurbains exercent par ailleurs une pression croissante sur les ressources naturelles. La capacité d'action de l'État se lit alors à l'aune de sa capacité à récupérer la ressource foncière puis à la contrôler (Musil 2013).

Dans ce contexte, les questions foncières sont symboliquement et politiquement sensibles et créent de nouveaux points d'achoppement entre les habitants – citadins comme villageois – et leurs pouvoirs publics locaux. À l'occasion des procédures de récupération foncière se constituent parfois des fédérations d'habitants, rejetant des projets considérés comme iniques, capitalistes ou contraires au bien commun, pouvant aller jusqu'à la remise en cause de l'autorité et de la légitimité des pouvoirs publics. Le foncier est ainsi redevenu le terreau d'émergence de résistances – argumentées et parfois violentes –, témoignant de l'implication croissante des habitants dans les politiques publiques et d'une nouvelle audace à affronter, de plus en plus ouvertement, la structure politico-administrative en place, au nom de la justice et du bien commun (Culas et Nguyen Van Suu 2010, Mellac et al. 2010, Labbé 2011, Tôn Nu Quynh Trân et al. 2012).

Notre présente analyse est nourrie des expériences et des résultats d'enquêtes de nos recherches doctorales récemment menées à Hồ Chí Minh Ville et Hà Nội, deux métropoles polarisant les régions les plus dynamiques du pays, qui sont souvent opposées arbitrairement dans la littérature scientifique, comme dans l'imaginaire collectif. La métropole du sud, Hồ Chí Minh Ville, est généralement présentée comme le siège de l'expérimentation économique et politique, l'avant-garde libérale et

internationale du pays, agissant de façon autonome grâce à son éloignement géographique et historique du nord. La métropole du nord, Hà Nội, est en revanche associée au conservatisme, à la bureaucratie, à l'idée d'un contrôle accru du Parti et d'élites d'arrière-garde. Nos observations sur le fonctionnement politique de ces villes révèlent pourtant que la situation est loin d'être binaire.

En confrontant ces terrains d'étude, nous souhaitons par ailleurs dépasser la dichotomie du rural et de l'urbain. Les ressorts de contestation et d'opposition, la nature des conflits, leur origine, comme leur négociation présentent en effet des similarités importantes : en ville comme dans la « campagne » ou dans le périurbain, au nord comme au sud, les territoires sont remodelés, les populations transitent, s'éloignent, s'émancipent, et les rapports entre pouvoirs publics et habitants évoluent, se distendent et s'opposent (Labbé 2014). À l'occasion de la mise en œuvre de nouveaux projets, ré-émergent les débats autour des catégories du juste et de l'injuste, du bien commun et de l'intérêt privé, du collectif et de l'individuel (Gibert 2014a). Ces valeurs sont convoquées aussi bien par les représentants de l'État que par les citoyens, qui tâchent ainsi de négocier leur participation à la prise de décision et leur accès aux richesses produites.

Il s'agit donc de contribuer à la fois à une compréhension renouvelée du Vietnam contemporain et de ses dynamiques internes, et d'enrichir le débat sur le caractère injuste des espaces autoritaires, à partir de l'analyse des stratégies de résistances locales et quotidiennes.

Pour répondre à ce projet, nous interrogeons les modalités et les enjeux d'action sur l'aménagement du territoire dans un contexte dit « autoritaire », en analysant les discours de légitimation des politiques ou les arguments justifiant leur opposition (I). Dépassant les mots pour étudier les actes, nous analysons ensuite les techniques, les stratégies, les « politiques du quotidien » comme les faits de violence pour montrer comment se font souvent face, s'affrontent parfois, les pouvoirs publics et les habitants, quand il s'agit d'imposer un nouveau règlement, de résister à un projet ou de négocier un entre-deux précaire mais temporairement apaisé (II). Enfin, nous montrons que l'évolution et la complexification des sociabilités et des appartenances spatiales défient les formes traditionnelles d'emprise du pouvoir public, de contrôle social, de mobilisation et contribuent à créer des nouveaux espaces d'expression, de revendication et d'émancipation, qui appellent sinon à une refonte du système mais au moins à son évolution (III).

L'aménagement urbain en contexte autoritaire : enjeux et discours de légitimation des autorités

Hồ Chi Minh Ville comme Hà Nội connaissent de profondes mutations liées à leur insertion accélérée dans les circuits de la globalisation. Cette émergence économique, qui intervient dans un contexte de croissance urbaine exponentielle[3] et de revalorisation de la figure de la ville par les pouvoirs politiques, est accompagnée de processus de renouvellement urbain, justifiés par l'invocation de différentes références.

L'héritage du « centralisme démocratique » dans la gestion foncière, source d'(in)justice ?

En dépit d'une diversification et d'une privatisation des acteurs de la production urbaine au fil des réformes économiques, la maîtrise du développement urbain est considérée comme un secteur stratégique par l'État central vietnamien, ce qui explique la prépondérance de son engagement dans la prise de décision, comme dans la mise en œuvre des projets. Ce fonctionnement s'inscrit dans la tradition politique du « centralisme démocratique », où les décisions sont prises à l'échelon central et répercutées jusqu'aux échelons locaux, au nom de l'unité nationale. Il est donc plus juste de parler de « déconcentration » que de « décentralisation » pour qualifier les récentes évolutions institutionnelles déléguant des compétences aux districts (*quận* ou *huyện*) : ces derniers bénéficient d'une autonomie de gestion et non d'une autonomie de décision[4] (Albrecht, Hocquart et Papin 2010).

La maîtrise de la ressource foncière et les enjeux liés à sa valorisation économique – ainsi que la spéculation à laquelle elle donne lieu – constituent une clef de lecture essentielle des dynamiques de l'urbanisation contemporaine (Evers et Korff 2000, Pandolfi 2001). Dans un contexte de pression foncière exacerbée, les nombreuses opérations de « récupération de la terre », et donc de déplacements forcés de populations ou de changement de fonctions imposé des terrains, sont la traduction la plus évidente de la prépondérance de l'acteur étatique et de son caractère

3 Entre 1990 et 2012, la population de Hồ Chí Minh Ville – qui compte aujourd'hui au moins 7,8 millions d'habitants – a quasiment doublé. A la même date, Hà Nội comptait 6,9 millions d'habitants : la comparaison entre les deux métropoles est rendue difficile en raison de l'élargissement du territoire administratif de la capitale en 2008, qui a conduit à la multiplication artificielle de sa masse démographique par deux (General Statistics Office of Vietnam, 2013).

4 Une progressive décentralisation fiscale est pourtant en cours : la mise en place depuis 2007 de Fonds d'Investissement et de Développement Local (FIDL), institutions financières provinciales permettant des investissements autonomes du budget central en est un exemple.

autoritaire. Au Vietnam, la propriété de la terre est toujours définie comme strictement étatique et seuls les droits d'usages du sol peuvent faire l'objet de transactions et de compensations éventuelles en cas d'éviction. Ces procédures sont alors littéralement désignées dans la langue vietnamienne sous le vocable de « récupération » ou « libération » de la terre (*thu hồi đất / giải phóng mặt bằng*).

Les outils législatifs de la gestion foncière demeurent incomplets et ne permettent pas à la puissance publique de constituer les réserves nécessaires à la mise en œuvre des ambitions métropolitaines des villes du pays. Les autorités ne disposent d'aucune visibilité sur la disponibilité des terrains, ni même sur l'actualité des transactions foncières. L'acquisition de droits d'usages du sol offre par ailleurs des placements plus fiables que la monnaie et n'est soumise à aucune taxation des plus-values, contrairement aux placements bancaires (Truitt 2013). Les cessions des droits d'usages du sol à des sociétés privées constituent alors une source de revenus importante pour les collectivités locales, également du fait des pratiques corruptives auxquelles elles sont liées (Papin, Passicousset 2010, p.132). Les transferts des droits d'usages du sol font par ailleurs l'objet de pratiques spéculatives, venant encore en accroître la valeur (Sheng Han Sun et Trang Vu Kim 2008, Truong Thien Thu et Perera Ranjith 2010). Les terres agricoles localisées dans les franges urbaines, par exemple, font l'objet d'importantes spéculations, en prévision de leur futur statut urbanisable. On estime ainsi qu'entre 2001 et 2009, le prix du mètre carré dans les quartiers périphériques de Hồ Chí Minh Ville a été multiplié par dix en valeur constante (Papin et Passicousset 2010). Par ailleurs, l'annonce – voire même la simple rumeur – d'un projet à venir contribue à démultiplier la valeur foncière. Les annonces concernant la construction de nouveaux axes et le tracé des lignes de métro sont celles qui génèrent les augmentations les plus radicales des prix, permettant des plus-values foncières substantielles, par enrichissement sans cause (Musil 2013).

La « récupération foncière » auprès des habitants constitue alors un passage obligé du développement et du renouvellement urbain. Ces évictions forcées traduisent l'autoritarisme de l'État, qui tâche de légitimer ces procédures, souvent vécues de manière déstabilisantes – voire dramatiques par les habitants, qui perdent leur logement ou leur outil de travail – en invoquant les impératifs de « modernité » et de « civilisation ».

La légitimation des récupérations foncières au nom de la civilisation urbaine

Les opérations d'aménagement conduites par les autorités vietnamiennes répondent

un vaste projet – à la fois urbanistique et idéologique – de « modernisation urbaine » (*hiện đại hóa*) et de « civilisation urbaine » (*văn minh đô thị*). Cette terminologie, relayée par les campagnes de propagande officielles, constitue l'un des marqueurs de l'entrée du pays dans l'économie de marché depuis les réformes du Renouveau (Schwenkel 2012). La rhétorique d'édification de « l'Homme Nouveau » (*Người Mới*) a cédé place à celle du « citadin civilisé[5] ». Ce leitmotiv fait référence à la vision intégrée d'un « projet urbain et de civilisation », dans la lignée du modèle singapourien et aujourd'hui du modèle urbain chinois, convoqués comme figures tutélaires dans les schémas directeurs des métropoles en construction. Dans ces modèles, la ville moderne est d'abord celle du foncier maîtrisé, du zonage fonctionnel et de l'adhésion des citadins à un ordre social partagé (Comité populaire de Hà Nội et Posco-Perkinks Eastman-Jina 2010, Comité populaire de Hô Chí Minh Ville et Nikken Sekkei 2007).

La « modernité urbaine » et ses marqueurs de référence – verticalisation des formes bâties, nouvelles échelles de la voirie, valorisation des *malls* …–, impliquent un renouvellement des cadres de l'urbanité et des mutations d'ordre sociétal, appelant à des changements dans les pratiques de la ville. Le commerce de rue par exemple, en dépit de son omniprésence au Vietnam, est remis en cause, au même titre que la plurifonctionnalité des espaces publics. Cet ordre social n'est pas simplement imposé par la rigidité des réglementations urbaines ou la présence des figures de l'ordre, mais également par le réaménagement de l'espace urbain lui-même.

Cette terminologie recouvre un ensemble de programmes, à la fois d'ordres réglementaire (*Ill. 1*) et opérationnel, au pouvoir fortement excluant. Il en va par exemple des petits producteurs aux pratiques informelles dans les franges industrielles des métropoles, des migrants ruraux, des vendeurs de rue et des personnes âgées qui ont pour habitude de porter un pyjama dans les rues. Ces discours sont donc instrumentalisés au service de l'uniformisation des pratiques et de l'exclusion des franges considérées comme « déviantes », ou du moins « non-civilisées », de la population. Les idées de « beauté urbaine » et de « mode de vie civilisé » jouent le rôle d'une idéologie persuasive, intimement liée à un discours sur l'ordre, rejoignant l'idée de « société harmonieuse » (*hexie shehui*), introduite par Hu Jintao en Chine.

5 La promotion d'un « mode de vie civilisé » par l'État vietnamien trouve cependant ses ramifications dès la période socialiste, avec le lancement en 1978 à Hà Nội d'une campagne intitulée « Pour un mode de vie civilisé et de nouvelles familles culturelles » (*nếp sống văn minh - gia đình văn hoá mới*) (Koh 2004).

Illustration 1. Les réglementations associées aux programmes des « quartiers civilisés » à Hồ Chi Minh Ville

a) dans le secteur central de la nouvelle zone urbanisée de Phú Mỹ Hưng (district 7)

b) dans un quartier de ruelles héritées (district de Phú Nhuận)



Source : Gibert, 2011.

Traduction des panneaux :
a) Une ville civilisée / Une communauté humaine
b) La population du bloc poursuit l'édification d'un mode de vie civilisé, lors des mariages, des deuils et des festivités.

À Phú Mỹ Hưng, l'affichage urbain a été effectué par la société privée Phú Mỹ Hưng Corporation dont on observe le logo en haut des affiches, alors que l'affichage dans les quartiers de ruelles héritées relève des autorités publiques, comme en témoigne la couleur bleue du panneau. Le message est cependant identique.

Édifier la « civilisation urbaine » : entre adhésion et sentiment d'injustice

Les projets urbains associés à la « modernité » et la « civilisation » sont rarement contestés ou remis en cause en tant que tels par les citadins, qui en acceptent généralement les principes, notamment urbanistiques. Aucun modèle de ville alternatif ne vient par exemple contrer les normes de la « métropole moderne » portées par les autorités. Cet assentiment[6] témoigne de l'efficacité de la « gouvernance douce » (*soft governance*) du régime vietnamien, qui parvient à imposer sa vision du développement par le biais de ses nombreuses campagnes de

6 Si les habitants s'opposent aux modalités de leur mise en œuvre, l'adhésion à ce modèle «moderne » et à ses objectifs a été exprimé à plusieurs reprises lors de nos enquêtes de terrain, notamment lors des projets d'élargissement de la voirie à Hô Chí Minh Ville ou pour les projets de zones urbaines nouvelles dans les villages de métier du delta du Fleuve Rouge.

propagande, n'hésitant pas à invoquer des référents nationalistes. Pour Nguyễn Thị Thanh Bình, cette « governance *via* culture despite being a "soft" mode of governance, has become a modern principle of contemporary vietnam socialism » et participe, au même titre que les politiques et règlements coercitifs, à orienter les façons de vivre et les pratiques spatiales des habitants (2010, p.123).

Ces discours sont non seulement entendus par les populations, mais également appliqués dans leur vie quotidienne et intégrés à leur système de valeurs et de représentations, les habitants devenant ainsi les agents du changement et les relais des politiques nationales au niveau local. Pour Bill Hayton, les classes moyennes urbaines émergentes ont par exemple été peu à peu acquises à la cause des pouvoirs publics et à leur volonté de privatiser progressivement l'espace public et d'encourager des modes de consommation « modernes » :

> *« Shopkeepers and professionals look down on the street traders and the itinerant workers, deride them for their rural ways, call them nhà quê (country bumpkin) and support the state's campaigns to keep them off the street » (2010, p.55).*

S'est ainsi établie une convergence entre les intérêts des pouvoirs publics – à savoir maîtriser et discipliner la ville – et de la classe moyenne émergente, nouvellement propriétaire de ses biens – notamment immobiliers –, qui souhaite également une délimitation plus stricte de la propriété privée. Au Vietnam, l'entrée dans la société de consommation participe globalement d'une société du consensus politique.

Cependant, l'adhésion générale de la population à ces discours n'empêche pas l'émergence – et de plus en plus l'expression – de sentiments d'injustice de la part des citadins exclus des prétendus bénéfices inhérents à ce mouvement de modernisation. Les procédures de récupération foncière, et les très faibles compensations par lesquels elles se soldent, sont de plus en plus vécues de manière injuste, tout comme le manque de concertation autour de l'implantation des projets et le caractère aléatoire des calendriers de mise en œuvre. Les habitants se montrent regardant sur la nature des projets qui justifient ces récupérations foncières, et leurs potentiels bénéficiaires (Segard 2014). La multiplication des terrains de golf en périphérie des villes, les déplacements forcés pour des « projets fantômes » *(dự án ma)*, ou la privatisation exacerbée des espaces collectifs, tels que les parcs publics, sont ressentis comme profondément injustes et contraires au bien commun, dont le gouvernement socialiste se doit pourtant d'être le garant (ibid).

Cette atteinte au bien commun est vécue particulièrement durement par les communautés villageoises installées sur les marges des métropoles. La prédation des ressources foncières par l'expansion urbaine est présentée comme un processus de

colonisation inacceptable et donne lieu à des tensions, des retards, voire même des blocages dans la mise en œuvre des projets (Labbé et Segard 2014). Face aux limites de la « gouvernance douce », l'État central ou ses relais locaux peuvent alors user de pratiques autoritaires, impliquant éventuellement le recours à la violence, au nom de l'intérêt supérieur de la nation et de la mission développementaliste de l'État-Parti.

La production de la ville, entre instrument de contrôle et de négociations

Les dispositifs spatiaux de contrôle du régime vietnamien

Les entreprises de « récupération des terres » constituent la source la plus importante de tensions sociales dans le Vietnam contemporain (Vietnam Development Report 2010, Gibert 2014a) étant donné la disjonction majeure entre les montants des compensations fixées et les prix du marché, pour les terres agricoles comme résidentielles (Truong Thien Thu et Perera Ranjith 2010). Dans la gestion de ces tensions, les deux « parties » opposées font usages de stratégies multiples, allant de la négociation au blocage, comme au recours à la contrainte, aboutissant parfois à la résolution du conflit et à l'obtention d'un consensus, mais parfois aussi à un passage en force ou au contraire à un gel du projet.

Du point de vue des pouvoirs publics, le premier outil pour obtenir l'aval – ou du moins la passivité des habitants – réside dans la menace verbale. Des amendes sont promises, éventuellement des poursuites judiciaires et l'intervention de la police et de l'armée, assorties de la menace d'une opprobre populaire, puisqu'en s'acharnant à s'opposer à la « modernisation » du pays, le récalcitrant se pose en mauvais patriote. En parallèle, sont souvent entreprises des campagnes de pression auprès des acteurs de l'infra-local, chefs de hameau ou de quartier, membres du Parti ou des organisations de masse, contraints par leur position de « donner l'exemple » et de se soumettre aux décisions publiques. Les autorités tentent de briser les coalitions ponctuelles et tacites autour d'un intérêt commun, ou les fédérations constituées contre un projet, en soudoyant certains de leurs membres ou en les menaçant d'éviction. C'est ainsi que s'émiette progressivement le « front » d'opposition, à mesure que certaines parcelles sont finalement cédées par leurs propriétaires, que certaines façades sont détruites et que le montant des compensations diminue, conduisant alors les voisins à se résoudre à accepter les termes du contrat, quel que soit son caractère injuste ou injustifié.

Lorsque les habitants restent soudés dans leur opposition, la violence d'État demeure

une option envisageable, bien qu'elle soit considérée un ultime recours. C'est le cas lorsque la réaffirmation de l'autorité étatique est en jeu ou pour imposer des projets considérés prioritaires : soutenir des investisseurs, favoriser des intérêts personnels ou ne pas « perdre la face », quand le pays accueille des manifestations internationales et des hôtes de marque. L'exemple de la construction du stade M•Đình à Hà N i en 2003, devant accueillir les Jeux du sud-est asiatique, est révélateur de ce cas de figure (Sheng Han Sun et Trang Vu Kim 2008, p. 1110). Alors que le projet était bloqué depuis des mois, l'intervention directe du Premier ministre de l'époque, Phan Văn Kh i, et les pressions qu'il a pu exercer sur le comité populaire de Hà N i, ont permis le règlement accéléré du conflit : 70% des détenteurs de droits d'usages du sol les ont finalement cédé « pacifiquement » aux autorités, tandis que les 30% restants se sont vus déplacés par les forces de l'ordre.

Cette adaptation du régime aux situations locales explique que le recours à la violence demeure exceptionnel. C'est en s'appuyant sur son dense réseau de contrôle territorial et politique, sur ses capacités à jouer de la propagande, sur ses capacités de pression et ses moyens légaux, que le Vietnam réussit à s'affranchir de l'image d'un régime dictatorial.

Les habitants : entre contournements et négociations

Du point de vue des habitants, l'éventail des stratégies d'opposition, de négociation ou d'évitement est tout aussi large, nuançant ainsi l'autoritarisme du régime et sa capacité à imposer unilatéralement ses vues. Les formes collectives de revendications et l'opposition frontale exprimée à l'encontre du régime sont circonscrites à quelques groupes dissidents, souvent organisés depuis l'étranger par des membres de la diaspora. Ces organisations sont systématiquement réprimées par les pouvoirs publics, *via* des emprisonnements, le blocage de l'accès aux sites Internet et la dissolution forcée. Les résistances et tensions sont néanmoins fréquentes et sont forment des :

> *« everyday forms of resistance [...] the ordinary weapons of relatively powerless groups : foot dragging, dissimulation, desertion, false compliance, pilfering, feigned ignorance, slander, arson, sabotage and so on » (Scott 1985, p.xvi).*

Ne requérant ni organisation formelle, ni remise en question de l'État, ces « politiques du quotidien » se déploient dans les quartiers (Kerkvliet 2006) et sont autant de « quiet encroachment » (Bayat 2000) à la norme. D'une échelle individuelle, ces résistances deviennent parfois – par leur systématisation – des sources de flexibilité et d'adaptation des politiques publiques. Il peut simplement s'agir

d'agrandir illégalement son logement en empiétant sur la voirie, d'entreposer des biens personnels sur l'espace public, d'occuper une portion de trottoir avec un stand de vente ou de moquer les pouvoirs publics par la propagation de rumeurs et de miner leur crédibilité.

Le conflit ayant eu lieu dans la commune de Sơn Đồng, intégrée depuis 2008 à la ville-province de Hà Nội, est révélateur de la variété de moyens et de leur mobilisation. Un projet de zone artisano-industrielle de 40 hectares avait été annoncé en 2006, puis autorisé formellement par les autorités provinciales d'Hà Tây, en 2008. Son objectif officiel était d'augmenter les surfaces de production pour les artisans du village, spécialisés dans la statuaire et la laque d'objets rituels et de permettre la la mécanisation d'une partie des étapes de production. Malgré cet affichage d'un projet destiné au « bien commun » et au développement de Sơn Đồng, les villageois se sont rapidement opposés à cette zone, arguant que les montants des compensations étaient trop faibles, que les coûts élevés de revente des parcelles les empêcheraient d'accéder à ces terres et que ce projet était, *de facto*, à but lucratif et privé.

À l'annonce du lancement des procédures de « libération » des terres, la première réaction des villageois a été de réclamer la tenue d'une réunion de consultation. Ces demandes sont restées lettres mortes, nourrissant le mécontentement local. L'opposition s'est ensuite manifestée sous la forme de discussions informelles, de propagation de rumeurs et du maintien de l'activité agricole sur les terres vouées à l'implantation du projet. Face au mutisme des pouvoirs publics, les habitants ont décidé de s'adresser aux niveaux supérieurs, court-circuitant ainsi le système administratif hiérarchique, en écrivant des lettres aux districts et provinces, en signant des pétitions à destination du niveau central – Parti communiste comme gouvernement –, en arguant que les procédures démocratiques d'acceptation des projets n'avaient pas été respectées. Informés de leurs droits – à travers la presse notamment – les villageois « gather information, compare situations and ask for written documentation to authorities » (Culas 2010, p.65), retournant à leur avantage le nouveau corpus législatif sur la démocratie locale et sur les procédures de « libération » des terres.

Le corpus législatif et le cadre procédural ont d'ailleurs évolué en réaction à des mouvements de contestation citoyenne. Suite aux révoltes rurales de Thái Bình, Thanh Hóa et Đồng Nai de 1997, liées à des affaires de corruption et de prises illégales d'intérêt, le décret 29/1998/ND-CP sur l'exercice de la démocratie dans les communes (Grassroot Democracy Decree, GDR) a été adopté, introduisant de

nouvelles procédures d'information, de contrôle et de participation des citoyens à la prise de décisions locales. Des amendements ultérieurs, ainsi que d'autres lois et décrets, ont été régulièrement adoptés depuis, étoffant le corpus législatif des « bonnes pratiques » et de l'implication des populations. Ces mesures, en partie adoptées pour répondre à la pression populaire et donner un affichage démocratique à l'international, sont néanmoins appliquées de façon incomplète et demeurent majoritairement inopérantes (Segard 2014).

À Sơn Đồng, la contestation a ensuite pris une tournure plus violente. Certains habitants se sont mis à afficher publiquement leur opposition au projet, en distribuant des pamphlets contre le comité populaire et en tentant de convaincre leurs co-citoyens d'agir, jusqu'à l'organisation d'une manifestation au siège du comité populaire de la commune. Ce rassemblement avait pour but de réclamer à nouveau une réunion d'information, mais s'est soldé par la séquestration du président du comité populaire et du secrétaire général du Parti pendant une nuit. L'intervention de la police a néanmoins mis un terme à la manifestation et les « leaders » de l'opposition ont été arrêtés et emprisonnés[7]. Suite à ces événements, le projet de zone industrielle a été bloqué. Pourtant, la violence de la confrontation n'explique qu'en partie la suspension du projet : l'intégration à la sphère administrative d'Hà Nội est en grande partie responsable de cet arrêt[8].

Malgré leur visibilité dans la presse, il convient cependant de ne pas agréger ces tensions foncières, ou d'y voir le signe d'une remise en cause profonde du régime. Toutes ces pratiques de résistances, qu'elles soient ostentatoires ou plus dissimulées, sont souvent contingentes d'affaires locales et dépassent rarement cette dimension. Les autorités centrales ne sont pas directement incriminées, que ce soit par crainte de s'exposer à davantage de répression ou par stratégie politique ou parce que le gouvernement central continue de jouir d'un certain respect. Martin Gainsborough souligne également cette nuance, en rappelant que « beyond individual instances of unrest, it would, however, be misleading to speak of a rural opposition in Vietnam understood in terms of an organization with a common institutional base and a coherent critique of party rules » (2010, p.14).

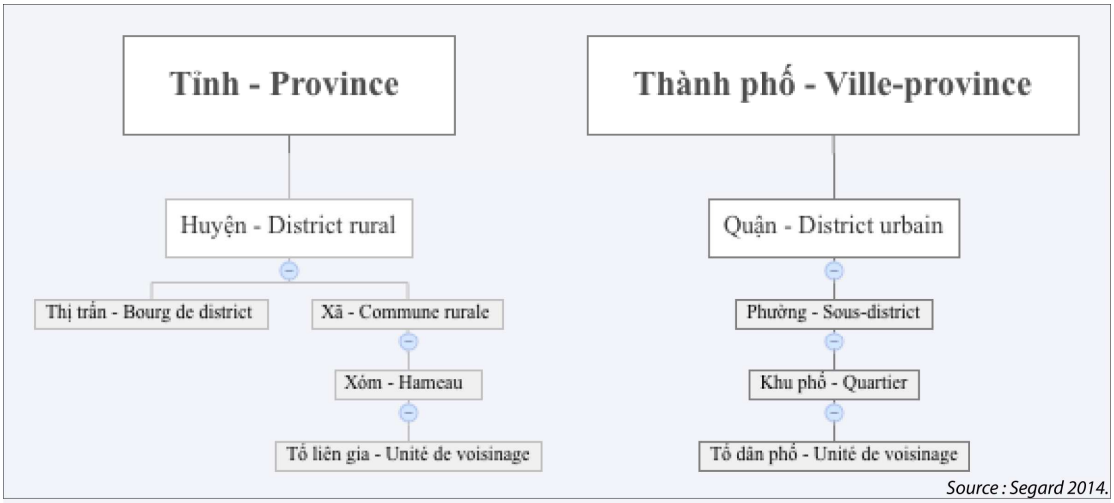
7 Cette scène s'est déroulée en janvier 2008. Au moment de la conduite des enquêtes, en janvier 2010, ces personnes étaient toujours emprisonnées ou purgeaient encore leur peine de prison conditionnelle.

8 Suite à l'élargissement administratif de Hà Nội en 2008, l'ensemble des licences d'investissement délivrées par l'ancienne province de Hà Tây a été suspendu et une « remise à plat » a été décidée.

La figure d'interface du « chef local » : un rôle en recomposition

Les canaux d'expression et de remontées d'informations permettent la pénétration de toutes les couches de la société, sur l'ensemble du territoire, et expliquent la capacité du régime à entendre l'opinion populaire et à la capter afin d'infléchir ses politiques. Ces relais, qui permettent les mouvements itératifs État-société, sont stratégiques aux niveaux locaux, du quartier comme du village, et infra-locaux, de la rue, de la ruelle ou du hameau[9] (*Ill. 2*). Ces échelons sont d'importants espaces et référents pour la gestion, voire l'autogestion, des populations et un point de contact majeur entre les autorités publiques et les habitants, par l'intermédiaire d'acteurs clés, comme les chefs de ruelles ou de hameaux, garants de la flexibilité institutionnelle du régime.

Illustration 2. Le centralisme démocratique vietnamien. De la province au micro-local : assurer une gestion extensive du territoire



Source : Segard 2014.

Acteurs semi-officiels de la structure administrative et politique vietnamienne, ces chefs locaux sont « the only states agents in Vietnam that reach right into homes. They can mobilize people personally, and, in this sense, the state in not 'faceless' » (Koh 2006, p.49). Ces membres actifs de la communauté locale incarnent également l'État. Pour David Koh, ils sont instrumentalisés par les pouvoirs publics afin de « promote community spirit and ideology as well as to perform administrative duties ». Cependant, leur loyauté et leur obédience ne sont pas uniquement orientées vers le comité populaire puisque ces agents se perçoivent également comme les porte-

[9] Décliné aux trois échelons territoriaux, province, district et commune/sous-district, les comités populaires sont des organes administratifs en charge de l'exécutif, pendants du gouvernement au niveau local.

paroles de leur communauté. Effectuant un travail important en tant qu'envoyés du comité populaire d'une part, et étant investis d'une mission de représentation de plus en plus importante d'autre part, ils sont tiraillés par ce positionnement dual. Pour Nguyễn Thị Thanh Bình, « as a result, they confront a major challenge on how to be accountable to both local people and the state » (2010, p.99), tandis que leur rôle est souvent résumé par l'expression révélatrice, « un pouvoir de paille, pour des responsabilité de pierre » *(quyền rơm vạ đá)*, puisque leur statut semi-officiel leur confère de faibles marges de manœuvre légales comme budgétaires.

Ce rôle de pivot leur confère néanmoins la capacité d'infléchir les décisions publiques, de limiter leur application locale, ou de convaincre – notamment grâce à leur autorité morale – leurs co-citoyens de se plier aux nouveaux règlements ou projets. Ces chefs sont par conséquent des intermédiaires importants pour tenter de trouver des consensus locaux, d'accompagner ou de freiner des réformes, et de maintenir une certaine stabilité dans les quartiers et villages. Leur rôle tend cependant à évoluer vers un rôle de représentativité et de défense des habitants, ou à l'inverse de limitation de leur influence, lorsque les habitants court-circuitent leur autorité en s'adressant de plus en plus aux échelons supérieurs de gestion. Leur efficacité et leur pouvoir sont menacés à mesure que les communautés s'extravertissent et se recomposent. Il est d'ailleurs révélateur que les nouvelles zones urbaines s'affranchissent de ces agents locaux, remplacés par des entités de gestion privées ou par des représentants locaux auto-proclamés (Labbé 2014, Segard 2014). Ainsi à Đồng Kỵ, la seconde zone « industrialo-artisanale », construite et exploitée par la société privée ITD, est gérée par un comité de gestion de la zone, qui se charge de tâches normalement dévolues soit au comité populaire – ramassage des ordures, entretien des infrastructures –, soit au chef local – médiation des conflits de voisinage.

Transition urbaine et nouvelles plateformes de contestations/négociations

La transition urbaine, l'insertion du pays dans la mondialisation, l'accroissement des mobilités ou l'extraversion des jeunes – grâce à internet notamment – participent à la transformation des citoyens vietnamiens. De nouvelles aspirations ou exigences de justice émergent chez ces acteurs renouvelés de la vie de la cité, comme de la production urbaine.

L'autoritarisme vietnamien au risque de la croissance exponentielle des mobilités

Les processus de métropolisation de Hồ Chí Minh Ville et Hà Nội se traduisent par une explosion des mobilités urbaines. Ces dernières concernent aussi bien l'arrivée de nouveaux citadins en provenance des campagnes environnantes ou des provinces plus éloignées, que les mobilités résidentielles intra-urbaines et l'explosion des mobilités quotidiennes (Gubry 2008, Gubry et Lê Hô Phong Linh 2010).

Plusieurs processus contribuent à la croissance de ces mobilités résidentielles et quotidiennes, parmi lesquelles figurent les programmes d'aménagement – impliquant des déplacements souvent non-souhaités de populations –, le lotissement de nouvelles zones urbanisées en périphérie, mais aussi le phénomène de décohabitation des jeunes. Enfin, les stratégies d'investissements fonciers expliquent de plus en plus les mobilités résidentielles (Gibert 2014b). Ces mobilités croisées contribuent à une recomposition de la riveraineté dans les quartiers, où s'opèrent peu à peu une individualisation des modes de vie et une extraversion des communautés. Ces évolutions viennent bousculer les équilibres socio-économiques anciens et agissent de manière paradoxale lors des négociations quotidiennes des habitants avec les autorités.

Dans la périphérie de Hà Nội, le village de Trang Hạ est par exemple touché par une différence générationnelle depuis l'arrivée de 3 000 jeunes étudiants extérieurs au village, venus s'inscrire dans la nouvelle Université du sport. Bien que certains membres du comité populaire perçoivent ces jeunes avec bienveillance, d'autres soulignent que leur présence a considérablement modifié « l'ambiance » du village. Selon ces derniers, ces jeunes vivant loin de leur famille passent l'essentiel de leur temps à « traîner » dans le village jusque tard dans la nuit, troublant le calme.

Enfin, l'arrivée de populations urbaines dans les nouvelles zones urbanisées périphériques pose la question de leur intégration aux communautés villageoises (*Ill. 3*). Les enquêtes menées dans la commune de Xuân Đỉnh à Hà Nội en 2011, dont une partie des terres a été expropriée pour construire la communauté fermée de Ciputra, témoignent de liens limités entre ces zones et les villages environnants (Segard 2014). Les nouveaux habitants ne fréquentent le village qu'à la marge, s'approvisionnent très peu dans les marchés, ne sortent pas dans les cafés, et ne participent pas à la vie sociale du village. Les rares contacts se font à travers les habitants du village embauchés dans cette zone, pour des activités de gardiennage ou de ménage, ce qui ne constitue pas un facteur d'intégration ou de construction

d'une communauté territorialisée. Il est par ailleurs fréquent que les riverains récemment installés bénéficient d'un capital social suffisamment important pour leur permettre d'adresser leurs requêtes directement aux responsables du district. La figure locale et quotidienne du chef de rue ou de hameau est donc facilement contournée et son autorité parfois remise en cause.

Illustration 3. Modernité urbaine, zonage fonctionnel et exclusivité: la stratégie marketing des nouvelles zones urbanisées



Source : Investisseur principal du projet, l'entreprise Sudico (2004).

Ce document marketing présentant le projet de khu đô thị d'An Khánh sud est révélateur de deux constantes dans ce type d'images publicitaires. Tout d'abord, les plans des zones urbaines nouvelles sont généralement largement idéalisés. Ensuite, ils omettent volontairement de représenter les projets dans leur environnement réel. Ici, les villages de métier "enclavant" le site ont été remplacés par une luxuriante végétation.

À la faveur de ces nouvelles mobilités, les citadins vietnamiens se construisent de plus en plus comme des « hommes pluriels » (Lahire 1998), à même de naviguer dans différents cercles de sociabilités et espaces urbains, à la recherche d'un anonymat apprécié, notamment lorsqu'il s'agit de s'organiser de manière critique envers le régime. Ainsi, paradoxalement, les lieux de la contestation politique en gestation aujourd'hui sont-ils plutôt associés à des espaces au statut juridique privé, garantissant l'anonymat et l'éloignement des réseaux de surveillance locale (Hogan *et al.* 2012). Il s'agit souvent des cafés, mais également de certains centres commerciaux, où les citadins bénéficient d'une liberté d'action et de parole plus grande que dans

les rues de leur quartier et hameaux, précisément grâce au statut presque extra-territorial du *mall*, soumis à des règlements propres. Ces nouvelles pratiques urbaines peuvent ponctuellement remettre en cause l'efficacité des réseaux de surveillance locale, fondée sur l'encadrement des organisations de masse et des chefs locaux.

Vers une privatisation de la production urbaine et la remise en question des structures de gestion héritées

Le statut privé des *malls* se pose également à une échelle urbaine plus vaste, avec la multiplication contemporaine des nouvelles zones urbanisées (*khu đô thị mới*), sous la forme de grands projets d'urbanisme, témoignant de la privatisation et de l'internationalisation de la fabrique urbaine vietnamienne. À Hồ Chí Minh Ville, le nouveau quartier de Phú Mỹ Hưng – également connu sous le nom de Saigon South – en constitue un bon exemple. Saigon South est le fruit d'une joint-venture taiwano-vietnamienne, qui s'est vu confier dès 1993 l'aménagement de 3 300 ha dans le district 7 avec pour slogan « civilization city – human-oriented community ». Saigon South est conçu comme un morceau de ville indépendant, avec ses zones résidentielles – sous forme de tours de logements et de villas de standing –, ses zones commerciales, de bureaux et de loisirs, mais également ses lieux de formation. L'urbanisation de la zone repose sur le tracé de grands axes structurants et sur un zonage fonctionnel des activités. L'ensemble se caractérise par un processus de privatisation généralisé, allant des espaces urbains eux-mêmes, aux acteurs en charge du développement et de la gestion des projets. Cette zone d'urbanisation est destinée aux seules classes supérieures, comme en témoignent l'offre immobilière très sélective – la zone n'offre par exemple aucun logement public.

Bien qu'elles ne soient pas toutes encloses ou déconnectées de leur environnement proche, ce type de zones urbanisées se multiplie, et avec elles des portions de territoire qui ne sont pas encadrées par les acteurs publics ou infra-légaux classiques, à l'image des nouvelles zones artisano-industrielles du périurbain. Les subdivisions administratives infra-locales et leurs représentants n'existent pas, en tous cas dans un premier temps, tandis que les organisations de masse peinent à s'y implanter, voire n'y sont pas créées. Quant à la gestion du quotidien, des services urbains comme des relations de voisinage, elle est principalement assurée par des « comités de gestion » établis par les investisseurs et propriétaires de la zone. De nouvelles formes d'organisation locale s'inventent et s'établissent ainsi, contrôlées seulement à la marge par les autorités. La privatisation de la production urbaine s'accompagne d'une

remise en cause des formes socialistes de l'encadrement territorial. Les structures d'encadrement propres à ces nouvelles zones urbanisées, au service d'une orthodoxie de l'ordre néo-libéral, ne sauraient néanmoins en faire des zones propices à l'émancipation des citoyens de la tutelle étatique et aux revendications collectives.
Les organisations de masse sont par ailleurs concurrencées par la montée en puissance des associations autonomes, telles que les réseaux d'anciens élèves ou les associations professionnelles ou de loisirs, qui fédèrent des adhérents sur une base extra-territoriale, autour d'une communauté d'intérêts. Même au sein des communautés villageoises se multiplient des kyrielles d'associations qui sont des espaces de discussion, de rencontres informelles, d'entraide et de construction d'un capital social en dehors du cadre institutionnel hérité du système socialiste (*Ill. 4*). Pour Russel Dalton et Nhu Ngoc Ong « since opposition political parties are prohibited, these non-political groups might serve as outlets for casual political discussion with fewer chances of being accused of law-breaking » (2003, p.9).

Illustration 4. Typologie des nouvelles associations volontaires dans la commune de Đồng Quang (province de Bắc Ninh)

Noms des associations	Noms des clubs
Association de buffle	Club des vétérans
Association de coq de combat	Club de *Quan họ* (chants folkloriques)
Associations d'oiseau (éleveurs d'oiseau)	Club artistique
Association de jeu d'échecs traditionnels	Club de poésie
Association de *chèo* (chants folkloriques)	Club de cyclisme
Association des personnes du même âge	Club de tennis de table
Association des camarades sortant d'une même classe ou école	Club de badminton
Association d'amis	Club d'exercices sportifs pour l'entretien de la santé
Association des vétérans sortant d'une même unité militaire	Club des plantes d'agrément artistiques
Association des vétérans de la même division – bataillon - régiment	Club des plantes d'agrément
Association des retraités	Association d'encouragement aux études

Source : Đặng Thị Việt Phương, 2009.

Outre les sept organisations de masse présentes aux niveaux communal et infra-communal, Đặng Thị Việt Phương (2009) estime qu'une centaine d'associations de loisirs ou "clubs" ont récemment été créés à Đồng Quang, qui sont autant de structures concurrentes du système marxiste-léniniste hérité.

Le développement d'Internet et des plateformes de réseaux sociaux contribue à la mise en réseau des citoyens et à l'émancipation du contrôle local, en dépit de la censure et de la surveillance qui y reste pratiquée par les acteurs de l'État-Parti. À l'encadrement des rapports sociaux issus de la période socialiste s'ajoutent de nouvelles formes d'association ou d'auto-gestion locales, tandis qu'au même moment re-émergent des coutumes ou rites pré-socialistes, qui sont réinvestis par les communautés locales (Endres 2001, DiGregorio 2007). Les activités cultuelles et religieuses – bouddhistes comme la célébration des génies tutélaires – interdites pendant la période collectiviste d'édification de l'Homme nouveau, connaissent un retour en force et proposent un système de valeurs alternatif.

Conclusion

Le développement et l'ouverture économiques du pays, associés à son insertion croissante dans les circuits et les instances de la mondialisation, ont conduit le régime vietnamien à engager un mouvement de réforme du cadre institutionnel national et une progressive redistribution du pouvoir. Ces évolutions résultent largement de l'émergence de tensions autour de la production urbaine et de l'aménagement des grandes villes ; les choix opérés par les autorités étant parfois perçus comme contraires au bien commun par les citadins.

Le contrôle du foncier, l'édification de la ville « moderne » et l'entrée dans l'ordre urbain constituent des éléments fondamentaux d'affirmation de l'autoritarisme de l'État-Parti et de l'imposition de la puissance publique. Paradoxalement, les formes concrètes de l'aménagement urbain sont sources d'opposition des citoyens, qui se fédèrent à l'occasion de la mise en œuvre de projets vécus comme injustes et négocient leur participation à la production de la ville et leur droit à tirer profit de cette création de richesses. Ces analyses nous permettent de qualifier le fonctionnement du régime politique vietnamien comme relevant d'un « autoritarisme négocié ». Dans ces processus, des figures d'interface État-Société, tels que les chefs locaux, deviennent des pivots dans le fonctionnement quotidien et le maintien du régime.

À la faveur de l'urbanisation émergent par ailleurs des plateformes nouvelles d'expression et de négociation, tandis que l'individualisation croissante des modes de vie contribue à renouveler les exigences et aspirations citoyennes. Actuellement, les tensions idéologiques sur la vision du développement, sur ses formes et ses

bénéficiaires sont encore contournées et contenues, au coup par coup, par la mise en place de politiques réactives. Le régime s'appuie sur des principes de gouvernance flexible et itérative, qui lui permettent soit de laisser expérimenter localement des réponses à ces nouveaux enjeux, soit de limiter et circonscrire abruptement ces expérimentations, lorsque l'opinion publique devient trop agitée. Le maintien de l'hégémonie du Parti, sur tous les pans de la société et de l'économie vietnamiennes, dépendra de la capacité du régime à négocier l'atomisation de la société.
Ces évolutions interrogent ainsi l'aptitude de l'État-Parti à intégrer et à favoriser l'inclusion de ces nouvelles catégories socio-professionnelles, associations, groupes dissidents, coalitions d'intérêts, à reconnaître et canaliser leurs attentes, à fédérer leurs revendications et à les contrôler pour se maintenir en place. L'étude de la gouvernementalité à une échelle locale permet ainsi de revaloriser l'espace comme média de négociations et de résistances citoyennes et comme terreau d'assouplissement de l'autoritarisme politique. Ces recherches sur la quotidienneté, sur le banal ou sur le « proche », nuancent ainsi la vision monolithique de régimes taxés *a priori* d'autoritaires et d'omnipotents.

A propos des auteures : Marie Gibert est docteure en géographie, Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne - UMR PRODIG. **Juliette Segard,** est docteure en géographie, Université Paris Ouest Nanterre la Défense Laboratoire Mosaïques – UMR LAVUE.

Pour citer cet article : **Marie Gibert et Juliette Segard** « L'aménagement urbain au Vietnam, vecteur d'un autoritarisme négocié **»** *justice spatiale | spatial justice*, n° 8 juillet 2015, http://www.jssj.org

Bibliographie

Albrecht David, Hocquard Hervé et Papin Philippe, *Les acteurs publics locaux au cœur du développement urbain vietnamien Moyens, limites et évolution de l'action publique locale*, Agence Française de Développement, Focale n°5, 2010

Bayart Jean-François, « La problématique de la démocratie en Afrique noire. La Baule, et puis après ? », in *Politique africaine*, n°43, 1991

Bayat Asef, « From `Dangerous Classes' to 'Quiet Rebels': Politics of the Urban Subaltern in the Global South », in *International Sociology,* volume 15, 2000

Cerise, Emmanuel, Nathalie Lancret, René De Maximy, Karine Peyronnie et Bounleuam Sisoulath, *Projets de voirie et recompositions urbaines à Vientiane et Hanoi*, Programme de Recherche Urbaine pour le Développement 28, Paris, GEMDEV, ISTED, 2004

Chatterjee, Partha, *The Politics of the Governed: Reflections on Popular Politics in Most of the World*. New York, Columbia University Press, 2004

Comité populaire de Hà Nội et Posco-Perkinks Eastman-Jina, *The Hanoi Capital Construction Master plan to 2030 and vision to 2050*, document non publié, 2010

Comité populaire de Hô Chí Minh Ville et Nikken Sekkei, *Study on the Adjustment of Ho Chi Minh City Master Plan up to 2025. Final report*, Ho Chi Minh City, 2007

Culas Christian, Nguyễn Văn Sửu et Nguyễn Thị Thanh Bình, *Norms and Practices in Contemporary Rural Vietnam. Social Interaction between Authorities and People*, IRASEC, n°15, 2010

Dalton Russel J., et Ong Nhu Ngoc, « Civil Society and Social Capital in Vietnam » in *Modernization and Social Change in Vietnam*, Munich, Munich Institute for Social science, 2003

Đặng Thị Việt Phương, *Les associations volontaires à la campagne (Etude de cas à la commune de Đồng Quang)*, présentée lors des doctoriales de l'IRD, non-publiée, 2009

DiGregorio Mickael, « Things held in common : Memory, space and the reconstitution of community life », in *Journal of Southeast Asian studies*, volume 38, n°3, 2007

Endres Kristen W., « Local dynamics of renegotiating rirual space in northern Vietnam : the case of the Dinh », in *Sojourn*, volume 16, n°1, 2001

Evers, Hans-Dieter et Rüdiger Korff, *Southeast Asian Urbanism: the Meaning and Power of Social Space*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 2000

Gainsborough Martin, *Vietnam, Rethinking the State*, Londres: Zed Books, 2010

Gibert Marie, « Déplacements forcés et renouvellement urbain à Hồ Chí Minh Ville », l'Espace politique, n°22, 2014a

Gibert Marie, *Les ruelles de Hồ Chí Minh Ville (Việt Nam). Trame viaire et recomposition des espaces publics*, thèse de doctorat en Géographie urbaine, sous la direction du professeur Thierry Sanjuan, non-publiée, 2014b

Gironde Christophe, *Réhabilitation et transformation de l'économie familiale au Nord Vietnam. Systèmes d'activités villageois et réseaux de relations dans le delta du Fleuve Rouge*, thèse de doctorat sous la direction de Jean-Luc Maurer, Genève, Institut Universitaire d'Étude du développement, 2001

Gubry Patrick*et al.* (dir), *Bouger pour vivre mieux: Les mobilités intra- urbaines à Hô Chi Minh et Hanoi (Viêt-Nam)*. Hanoi, Éditions de l'université Nationale d'Économie, 2008

Gubry Patrick et Lê Hô Phong Linh, « Niveau de vie et déplacements dans les métropoles vietnamiennes : Hô Chi Minh Ville et Hanoi », in Bertrand Monique (Dir.), *Mobilités, pauvretés : les villes interrogées,* Revue Tiers Monde (Paris), n° 201, 2010

GSO (General Statistics Office of Vietnam), *Area, population and population density in 2013 by province*, 2013
http://www.gso.gov.vn/default_en.aspx?tabid=467&idmid=3&ItemID=15751

Harms Erik, *Saigon's Edge : on the Margins of Ho Chi Minh City*, University of Minnesota Press, 2011

Hayton Bill, *Vietnam Rising Dragon*, Yale University Press, 2010

Hibou Béatrice, *Anatomie politique de la domination*, Editions La Découverte, 2011

Hilgers Mathieu, et Jacinthe Mazzoechetti, *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire. Le cas du Burkina Faso*, Paris, Karthala, 2010.

Hogan, Trevor, Tim Bunnell, Choon-Piew Pow, Eka Permanasari, et Sirat Morshidi, « Asian Urbanisms and the Privatization of Cities », *Cities*, volume 29, n°1, 2012

Human Rights Watch, World report – Vietnam (http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/vietnam?page=1), 2014

Kerkvliet Benedict J. Tria, « An approach for analysing State-Society relations in Vietnam », in *Sojourn*, volume 16, n°2, 2001

Kerkvliet Benedict J. Tria, « Agricultural Land in Vietnam: Markets Tempered by Family, Community and Socialist Practices», in *Journal of Agrarian Change*, volume 6, n°3, 2006

Koh David, *Wards of Hà Nội*, Singapore: Institute of Southeast Asian Studies, 2006

Labbé Danielle, *Urban destruction and land disputes in periurban Hanoi during the late-socialist period*, Pacific Affairs 84 (3), 2011

Labbé Danielle et Segard Juliette, « Du rural à l'urbain : les enjeux du changement de statut administratif à Hanoi (Vietnam) », in *Métropoles aux suds, le défi des périphéries ?*, Chaléard Jean-Louis (dir), Karthala, 2014

Labbé Danielle, *Land politics and livelihoods on the margins of Hanoi, 1920-2010*, UBC Press, Canada, 2014

Lahire Bernard, *L'homme pluriel : les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998

London Jonathan, « Viet Nam and the Making of Market-Leninism », in *The Pacific Review*, volume 22, n°3, 2009

McCormick Barrett L., « Political Change in China and Vietnam: Coping with the Consequences of Economic Reform », in *The China Journal*, n°40, Special Issue: Transforming Asian Socialism. China and Vietnam Compared, 1998

McGee Terry, « The Emergence of Desakota Regions in Asia: Expending Hypothesis », *in* Ginsburg Norton, Koppel Bruce, McGee Terry (eds), *The Extended Metropolis: Settlement Transition in Asia*, Honolulu: University of Hawaii press, 1991

Musil Clément, *La coopération urbaine et l'aide publique au développement à Hanoi : un appui à la fabrication de la ville par la structuration du réseau de transport métropolitain*, thèse de doctorat en Aménagement de l'espace et Urbanisme, sous la direction de Charles Goldblum, Université Paris-Est, 2013

Norlund Irene, « Civil Society in Vietnam. Social Organisations and Approaches to New Concepts », in *Asien* n°105, 2007

Pandolfi Laurent, *Une terre sans prix : Réforme foncière et urbanisation au Viêt-Nam, Hà Nội, 1986-2000*. Thèse de doctorat, Urbanisme et Aménagement, Université Paris VIII, Paris, sous la direction de Goldblum Charles, 2001

Papin Philippe, *Des « villages dans la ville » aux « villages urbains »: l'espace et les formes du pouvoir à Ha-Noi de 1805 à 1940*, thèse de doctorat en Etudes indiennes et extrême-orientales, sous la direction de Hémery Daniel, Université Paris VII, 1997

Papin Philippe et Passicousset Laurent, *Vivre avec les Vietnamiens*, Paris : Archipel, 2010

Scott James C., *Weapons of the Weak : the Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University, 1985

Segard Juliette, *Du rural à l'urbain dans la périphérie de Hà Nội (Vietnam). Villages de métier, pouvoir et territoire*, thèse de doctorat en Géographie humaine, économique et régionale, sous la direction des professeurs Alain Dubresson et Philippe Gervais-Lambony, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, non-publiée, 2014

Sheng Han Sun et Trang Vu Kim, « Land Acquisition in Transitional Hà Nội, Vietnam », in *Urban Studies*, volume 45, n°5-6, 2008

Tôn Nu Quynh Trân, Quertamp Nguyen F., Miras Claude de, Nguyen Quand Vinh, Lê Van Nam et Truong Hoang Truong (ed.), *Trends of urbanization and suburbanization in southeast Asia*. VNM, CEFURDS, LPED, 2012

Transparency International, Corruption Perceptions Index – Vietnam, données accessibles à l'adresse http://www.transparency.org/country#VNM

Truitt Allison, *Dreaming of Money in Ho Chi Minh City*, Washington: University of Washington

Press, 2013

Truong Thien Thu et Perera Ranjith, « Consequences of the two-price system for land in the land and housing market in Ho Chi Minh City, Vietnam », in *Habitat International*, 2010

Vietnam Development Report, *Modern Institutions*, Joint Donor Report to the Vietnam Consultative Group Meeting, 2010

Wells-Dang Andrew, « Political Space in Vietnam: a View from the 'Rice-roots' », in *The Pacific Review*, volume 23, n°1, 2010

Woodside Alexander, « Exalting the Latecomer State: Intellectuals and the State during the Chinese and Vietnamese », in *The China Journal*, n°40, Special Issue: Transforming Asian Socialism. China and Vietnam Compared, 1998

World Bank, *From Plan to Market*, New York: Oxford University Press, 1996.